

## SKIKDA

## Contact entre élus et mouvement associatif

Une réception en l'honneur des nouveaux élus a été organisée au niveau du local de l'association «les amis de Skikda», vendredi après-midi.

L'APC a été représentée par le maire et trois vice-présidents, ceux de l'urbanisme, de la maintenance et de la culture. Par contre, l'APW a délégué un seul élu, le P/APW. L'objectif de cette rencontre était de tisser des liens entre le mouvement associatif et les instances élues, deux entités incontournables du développement de la ville. Certes, la démarche aurait dû être élargie aux autres formations politiques représentatives du peuple, plus particulièrement au niveau de l'APC et ce, eu égard à leur responsabilité engagée, à travers leur détermination de délégations et commissions communales. N'empêche que l'initiative est à encourager notamment dans son volet pratique. Ce dernier

restera normalement le grand axe sur lequel s'articulent toutes les tentatives de rapprochement entre les instances compétentes impliquées dans les actions visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens dans différents domaines. Par ailleurs, la matérialisation des propositions formulées par le mouvement associatif, il y a de cela quelques mois, serait le cheval de bataille des initiateurs du communiqué «citoyens, citoyennes, cet appel vous concerne». Pour rappel, une année est passée depuis la rédaction de cet appel par les représentants de la société civile, ligue de promotion des comités de quartiers, associations à caractère social et sportif, médecins, psychologues,

représentants des deux chambres et quelques notables de la ville. Détail important : les actuels P/APW et P/APC figurent dans cette liste, ils sont tenus de mettre en pratique ce qu'ils ont eux-mêmes contribué à établir en théorie. Le terrain est relativement balisé ; leurs résolutions finales seront achevées incessamment. Il n'en demeure pas moins que des propositions ont été déjà élaborées et consignées dans le bulletin trimestriel d'information édité par l'association «les amis de Skikda», «la lettre des amis». Dans le n°26, deux thèmes, la santé et la culture, y ont été ciblés. Parmi lesquelles, il conviendrait de signaler les plus importants : atteindre la moyenne nationale qui est de 1 médecin par 1200 habitants, donner le rôle nécessaire de prévention, de dépistage et de

suivi aux centres de santé et aux polycliniques, dynamiser les services de base au niveau du secteur sanitaire, rouvrir le conservatoire avec son annexion à l'institut national de musique, redynamiser les festivals et les différentes journées culturelles, réaliser des centres culturels de proximité, défonctionnariser la culture. D'autres résolutions seraient en voie de finalisation, sanctionnant les travaux des différents ateliers tenus au siège de l'association «les amis de Skikda». Cette dernière profite de l'occasion pour lancer un appel à tous les citoyens afin de se serrer les coudes et apporter une pierre à l'édifice, «celui de bâtir leur chère ville», «et loin de nous toute idée de leadership !» déclara un membre de cette association.

Zaid Zoheir

## AÏN-DEFLA

## L'hypothétique bassin laitier

Une journée-débat a été organisée lundi dernier au siège de la Direction des services agricoles (DSA) pour apporter des éclaircissements sur la situation relative à la production laitière dans la wilaya.

Cette rencontre a regroupé bon nombre de producteurs, d'éleveurs, de collecteurs vétérinaires et autres encadreurs de la filière lait, sans omettre bien sûr les représentants des unités de transformateurs de lait en poudre importé et de fabricants de produits et dérivés. Cette rencontre n'a, en fait, pas levé le voile sur la crise en profondeur que connaît ce qu'on appelle désormais «la crise du lait». Pourtant, selon les chiffres avancés par la DSA, la wilaya de Aïn-Defla, à elle seule, possède dans ce secteur 4130 éleveurs de bovins recensés dont 1380 agréés et un cheptel de 18 300 vaches laitières. Pour la DSA, la production laitière annuelle est de l'ordre de 49 millions de litres de lait cru. Cependant, la collecte a enregistré en 2007 une chute considérable de l'ordre de 50% puisque, selon les chiffres communiqués par la laiterie Wanis (Wanis), sise à Bir-Ould-Khalifa, durant l'année 2007, le volume de la collecte auprès de 5 grandes étables n'a été que de 668 302 litres alors qu'en 2006, ce sont 1 240 678 litres qui ont été collectés. Où va donc le lait produit ? Certes, d'autres quanti-

tés sont collectées par l'unité Orlac de Arrib, mais le reste ? L'auto-consommation ? Les réponses données par les uns et les autres à ces questions restent peu convaincantes. Mais on s'accorde à incriminer les fabricants de produits dérivés (lait caillé, yaourts et autres crèmes) qui eux, dit-on : «Ne s'embarassent pas de préjugés concernant l'agréement et les contrôles d'hygiène en vigueur, et mieux encore, ne sont pas confrontés à la bureaucratie administrative du système mis en place et surtout... les sentiers empruntés pour échapper aux déclarations fiscales...» Un producteur nous dira «mieux encore, les ventes directes se font au comptant, sans passer par les circuits financiers et leur lourdeur pour les paiements». A la lumière des débats qui ont suivi les différentes interventions, il apparaît clairement que les problèmes de fond sont ailleurs. Notamment, le problème lié au cheptel bovin lui-même. «Nos vaches ont vieilli, usées et sous-alimentées. Elles sont nourries au son et aux aliments concentrés... faut-il s'étonner qu'une vache, qui est apte à produire 20

à 30 l par jour, ne donne que 4 à 5 litres ?», dira un intervenant «car ce type d'alimentation est destiné au cheptel qui finit à l'abattoir». C'est à ce propos que vient se greffer la grande question du foncier agricole destiné à l'élevage donc à la production de fourrage vert, question soulevée plus d'une fois... Il est vain de rêver à la mise en place d'un vrai bassin laitier alors que les terres agricoles ont été soumises à un démembrement outrancier dont les conséquences sont désastreuses. Démembrement résultant de la loi 87/19. «Cette loi, à aujourd'hui, des conséquences néfastes sur la production agricole en général tant pour la céréaliculture que pour l'élevage qui nécessite de grandes surfaces pour les cultures fourragères... déclare un autre intervenant». La DSA abondant dans ce sens notera : «Il est temps de réfléchir et de prendre des décisions politiques courageuses pour reconstituer de grands ensembles fonciers à même de permettre des cultures intensives et extensives...» Un cadre de l'agriculture souligne que des dizaines d'étables, qu'envieraient des fermiers d'Europe, sont fermées, vides et tombent en décrépitude. Certaines peuvent accueillir jusqu'à 200 vaches laitières. Par ailleurs, un

éleveur, producteur de lait, ne nous a pas caché son exaspération : «Comment expliquer qu'on soutient le lait en poudre importé à hauteur de 15 DA le litre alors que le producteur algérien ne reçoit qu'un soutien de moitié, soit 7DA. Ce système ne fera que nous enfoncer dans la dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers tout en décourageant l'élevage et la production nationale...»

Des propositions, lors de cette journée, n'ont pas manqué aussi entre autres, une meilleure technicité, moins de bureaucratie, de nouvelles mesures incitatives et surtout une amélioration de la race locale plus adaptée aux conditions climatiques. «Comme font des pays voisins qui ont réussi...» dira un intervenant. Amélioration par l'insémination artificielle, le contrôle, le suivi et un véritable programme.

A propos d'insémination, selon un éleveur, certains vétérinaires touchent 1 500 DA des caisses de l'Etat et perçoivent en sus 2000 DA de l'éleveur, ce qui serait contraire à la réglementation. A l'issue de cette rencontre, des ateliers de réflexion ont été mis en place concernant la céréaliculture, la production laitière et la production de pommes de terre.

Karim O.

## SAIDA

## L'exécutif communal et les présidents de commission installés

Après une période d'incertitude qui aura duré plus de 20 jours, le président d'APC fraîchement élu, d'obédience FLN, a procédé ces derniers jours en présence de la presse locale et de quelques citoyens à l'installation officielle de l'exécutif communal composé de quatre membres et des présidents des trois commissions communales.

A signaler que l'Assemblée communale de Saïda-ville est composée de 23 membres-élus dont 10 FLN, 4 FNA, 3 RND, 3 MSP, et 3 FFS dont la tête de liste du parti de Karim Tabbou s'est rallié au FLN en échange de la commission la plus convoitée à savoir celle de l'urbanis-

me. Il faut dire aussi que dans beaucoup de communes de la wilaya, aucun parti n'a obtenu la majorité pour pouvoir diriger seul la gestion de la commune. A l'exception de l'APC de Daoud qui est à majorité RCD et où tout baigne dans l'huile, selon son maire M. Torchi. Néanmoins au

niveau de l'APC de Saïda, le nouveau maire trouve des difficultés à sceller un consensus autour de lui, du fait que des «conseillers politiques» de dernière heure, tapis dans l'ombre s'activent à manipuler les élus-opposants pour saborder l'Assemblée communale» tel est le constat fait par des citoyens présents à l'annonce de la nouvelle cartographie de l'exécutif communal et de la désignation des présidents de commissions, connus et approuvés par 12 sur les 23 membres-élus. Toujours

est-il que cette situation ne plait pas l'intérêt de la commune et des préoccupations des citoyens, soucieux de l'amélioration de leur cadre de vie. Le mot de la fin reviendra au président d'APC selon lequel «désormais tous les partis issus du choix des urnes sont responsabilisés et la mission de chaque élu est clairement définie, maintenant il va falloir passer rapidement à l'action sur le terrain où le citoyen attend de nous des actes concrets», a-t-il conclu.

M. B. Amine

## TIZI-OUZOU

## L'exécutif de Tizi-Gheniff enfin installé

Il a fallu attendre l'issue de la deuxième réunion des membres d'APC élus, qui s'est tenue lundi dernier, pour trouver un terrain d'entente quant à l'installation de l'exécutif municipal et avoir une assemblée pouvant délibérer. Les citoyens, avec qui nous nous sommes entretenus, surtout ceux ayant misé sur la majorité choisie, semblent soulagés dans la mesure où cela va dans l'intérêt de la collectivité qui a beaucoup souffert du blocage. Ainsi, à l'exception des trois élus FFS, le reste a été favorable à l'exécutif placé. Celui-ci comprend MM. Mekaoui, Bouâillil et Bouzette issus de la liste indépendante du P/APC, désignés respectivement comme maire-adjoint, troisième vice-président et délégué à la tête de l'antenne de la mairie d'Ait-Itchir. S'agissant de la deuxième vice-présidence d'APC, elle a été confiée à l'élu du RCD dont le soutien au maire a été signifié au lendemain du scrutin.

A. S. Wahmed

## DÉCLARATION DU RND À M'KIRA «Agir dans l'intérêt de la commune»

La structure locale du Rassemblement national démocratique (RND) a rendu publique cette semaine une déclaration dont nous sommes destinataires d'une copie, dans laquelle elle rappelle à la population son «engagement dans le processus de changement jusqu'à l'éradication de la mauvaise gestion de notre commune et concrétiser l'émergence des compétences par un militantisme sincère», écrit-on d'emblée. Les rédacteurs du document, candidats malheureux aux dernières élections, à leur tête M. Chaouchi, signifient à la majorité élue du RCD, sans la nommer, qu'ils continueront à agir pour «être convaincus de notre capacité d'écouter, de dire et de proposer dans le seul objectif de la bonne prise en charge des préoccupations des citoyens». En conclusion, les militants de la formation d'Ahmed Ouyahia, qui entame sa troisième année d'implantation au sein de cette commune, se disent décidés à rester fidèles à leur ligne politique initiale en réaffirmant que «c'est avec un discours de vérité que nous avons participé et c'est avec la vérité que nous poursuivrons à défendre l'intérêt de la commune avant tout».

A. S. Wahmed

## MAKOUDA Le C-RA au secours de la formation professionnelle

Créé en 1999, le comité local du C-RA de la commune de Makouda a, en dépit de nombreuses difficultés, réalisés des initiatives fort louables. Son apport aux démunis est fort appréciable tels l'évacuation des malades vers le CHU de Tizi-Ouzou et la prise en charge de leurs ordonnances, la circonscription de nombreux enfants issus de milieux défavorisés ainsi que le programme annuel de «plage pour tous» entre autres. Mais la plus grande action de ce comité demeure incontestablement la réalisation complète d'un mini-CFPA, le premier de son genre dans toute la région. En effet, parachevant un projet initié en 2005, l'ONG a procédé à l'installation du matériel pédagogique du centre de formation professionnelle du méga-village de Tala-Brouzou de 12 000 habitants. Cette nouvelle infrastructure est composée de trois chalets (salles de classe) de 60m2 chacun en préfabriqué, construits sur un terrain de 2000 m<sup>2</sup>. Selon le chargé de l'opération au niveau local, «le matériel réceptionné est destiné aux besoins de trois ateliers de couture et de broderie, de coiffure et d'informatique». Enfin, «l'entrée en exploitation de l'établissement est attendue pour prochainement» conclut notre interlocuteur.

Mohamed Ghernaout